



Assemblée générale

Vingtième session

Chutes Victoria (Zambie/Zimbabwe), 24-29 août 2013

Point 5 II) f) de l'ordre du jour provisoire

A/20/5 II) f) Annex

Madrid, le 4 juin 2013

Original : anglais

Rapport du Secrétaire général

Partie II : questions administratives et statutaires

f) Situation des amendements aux Statuts et aux Règles de financement

Annexe

I. Liste des amendements aux Statuts et aux Règles de financement adoptés par l'Assemblée générale n'étant pas encore entrés en vigueur conformément à l'article 33 des Statuts

1. Les amendements ci-après qui ont été adoptés par l'Assemblée générale depuis la création de l'OMT n'ayant pas, à ce jour, été ratifiés par les deux tiers des États Membres, ne sont pas entrés en vigueur ainsi que le prévoit l'article 33.3 des Statuts de l'OMT.

2. Les amendements sont présentés dans l'ordre chronologique de leur adoption par l'Assemblée générale. Ceux qui, en vertu d'une décision de l'Assemblée générale, s'appliquent à titre provisoire en attendant leur entrée en vigueur sont indiqués ci-dessous en italique :

A. Amendement au paragraphe 12 des Règles de financement adopté par l'Assemblée générale à sa troisième session à Torremolinos, en septembre 1979 [résolution 61(III)], qui s'applique à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur :

« Les Membres de l'Organisation effectuent le versement de leur contribution dans le premier mois de l'exercice financier pour lequel elle est due. Le montant de cette contribution, décidé par l'Assemblée, sera communiqué aux Membres six mois avant le début des exercices financiers durant lesquels se tient l'Assemblée générale et deux mois avant le début des autres exercices financiers. Toutefois, le Conseil pourra accepter des cas d'arriérés justifiés résultant des différents exercices financiers en vigueur dans différents pays. »

B. Amendement au paragraphe 13 des Règles de financement adopté par l'Assemblée générale à sa quatrième session à Rome, en septembre 1981 [résolution 92(IV)] :

« a) Un Membre en retard d'une année ou plus dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut être élu au Conseil exécutif, ni exercer des fonctions au sein des organes de l'Assemblée générale.



- b) Un Membre en retard d'une année ou plus dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation et qui n'a pas pu expliquer la nature des circonstances qui l'empêchent de procéder à ce paiement et n'a pas indiqué les mesures qu'il prendra pour régler ses arriérés versera en sus de ses arriérés, une compensation supplémentaire de deux pour cent desdits arriérés.
- c) Un Membre en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation se verra retirer le privilège dont bénéficient les Membres sous la forme de services et du droit de vote à l'Assemblée générale et au Conseil, si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années financières écoulées. À la demande du Conseil, l'Assemblée peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote et à bénéficier des services de l'Organisation, si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté. »

C. Amendement à l'article 37 des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa quatrième session à Rome, en septembre 1981 [résolution 93(IV)], qui s'applique à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur :

« 1. Les présents Statuts, ainsi que toutes les déclarations d'acceptation des obligations inhérentes à la qualité de Membre, doivent être déposés auprès du Gouvernement espagnol.

2. Le Gouvernement espagnol informe tous les États en ayant le droit de la réception des déclarations mentionnées au paragraphe 1 et des notifications en conformité des dispositions des articles 33 et 35, et de la date d'entrée en vigueur des amendements à ces Statuts. »

D. Amendement à l'article 14 des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa cinquième session à New Delhi, en octobre 1983 [résolution 134(V)] et modifié à sa douzième session à Istanbul, en octobre 1997 [résolution 365(XII)], qui s'applique à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur :

« 1 bis. L'État hôte du siège de l'Organisation dispose de façon permanente d'un siège supplémentaire au Conseil exécutif qui n'est pas affecté par la procédure prévue au paragraphe 1 précédent en ce qui concerne la répartition géographique des sièges du Conseil. »

E. Amendement à l'article 15 des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa septième session à Madrid, en septembre-octobre 1987 [résolution 208(VII)] :

« 1. Le mandat des Membres élus au Conseil est de quatre ans. Il sera procédé tous les deux ans à l'élection de la moitié des Membres du Conseil.

2. Les mandats des Membres du Conseil arrivés à expiration ne sont pas immédiatement renouvelables à moins que le renouvellement immédiat d'un mandat ne soit indispensable pour maintenir une répartition géographique juste et équitable. Dans ce cas, la recevabilité de la demande de renouvellement doit être obtenue à la majorité des Membres effectifs, présents et votants. »

F. Amendement au paragraphe 4 des Règles de financement adopté par l'Assemblée générale à sa quatorzième session à Séoul/Osaka, 24-29 septembre 2001 [résolution 422(XIV)], qui s'applique à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur :

« Le budget est formulé en euros. La monnaie de paiement des contributions des Membres est l'euro ou toute autre monnaie ou combinaison de monnaies stipulée par l'Assemblée. Toutefois, le

Secrétaire général peut accepter d'autres monnaies pour le paiement des contributions des Membres jusqu'à concurrence du montant autorisé par l'Assemblée. »

G. Amendement à l'article premier des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa seizième session à Dakar, novembre-décembre 2005 [résolution 511(XVI)] :

« L'Organisation mondiale du tourisme, dénommée « l'Organisation » dans les articles suivants, est créée en tant qu'organisation internationale de caractère intergouvernemental. Elle est une institution spécialisée des Nations Unies. »

H. Amendement à l'article 4 des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa seizième session à Dakar, en novembre-décembre 2005 [résolution 511(XVI)] :

« La qualité de Membre de l'Organisation est accessible aux

a) Membres effectifs

b) Membres associés. »

I. Amendement à l'article 5 des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa seizième session à Dakar, en novembre-décembre 2005 [résolution 511(XVI)] :

« 1. La qualité de Membre effectif de l'Organisation est accessible à tous les États souverains Membres de l'Organisation des Nations Unies.

2. Ces États peuvent devenir Membres effectifs de l'Organisation si leur candidature est approuvée par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation.

3. Un État qui s'est retiré de l'Organisation conformément aux dispositions de l'article 35 a le droit de redevenir, sans nécessité de vote, Membre effectif de l'Organisation au moyen d'une déclaration formelle par laquelle il adopte les Statuts de l'Organisation et accepte les obligations inhérentes à la qualité de Membre. »

J. Amendement à l'article 6 des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa seizième session à Dakar, en novembre-décembre 2005 [résolution 511(XVI)] :

« 1. Les territoires qui bénéficient de la qualité de Membre Associé à la date du 24 octobre 2003 conservent le statut, les droits et les obligations leur appartenant à cette date. La liste de ces territoires est annexée aux présents Statuts.

2. Les Membres Affiliés qui bénéficient de cette qualité à la date d'entrée en vigueur de l'amendement aux Statuts adopté le 29 novembre 2005 deviennent de plein droit Membres associés.

3. La qualité de Membre associé de l'Organisation est accessible aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, aux institutions touristiques, sans compétence politique et émanant d'entités territoriales, aux organisations professionnelles et syndicales, et aux institutions universitaires et d'éducation, de formation professionnelle et de recherche, ainsi qu'aux entreprises commerciales et aux associations dont les activités sont en rapport avec les buts de l'Organisation ou qui relèvent de sa compétence. La participation des Membres associés aux travaux de l'Organisation est de nature technique, les décisions et les votes étant la prérogative exclusive des

Membres effectifs.

4. De telles entités peuvent devenir Membres associés de l'Organisation sous réserve que leur candidature à la qualité de Membre soit présentée par écrit au Secrétaire général et qu'elle soit approuvée par l'Assemblée à la majorité des deux tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation. À l'exception des organisations internationales, la candidature des entités visées au paragraphe 3 du présent article doit être présentée par l'État sur le territoire duquel leur siège se trouve situé.

5. L'Assemblée générale s'abstient d'examiner les candidatures de ces dernières entités lorsque leur siège est situé sur un territoire qui fait l'objet d'un différend, de souveraineté ou autre, porté devant les Nations Unies ou lorsque leur activité est liée à un tel territoire, sauf si aucun Membre effectif ne s'oppose à la présentation de la candidature de l'entité en question ou à son admission à l'Organisation. »

K. Amendement à l'article 7 des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa seizième session à Dakar, en novembre-décembre 2005 [résolution 511(XVI)] :

« 1. Il est constitué un Comité des Membres associés qui établit son propre règlement, soumis à l'approbation de l'Assemblée, à la majorité des deux tiers des Membres effectifs présents et votants, sous réserve que ladite majorité comprenne la majorité des Membres effectifs de l'Organisation. Le Comité peut être représenté aux réunions des organes de l'Organisation.

2. Le Comité des Membres associés est constitué de trois collèges :

- i) le collège des destinations, regroupant les institutions touristiques, sans compétence politique et émanant d'entités territoriales ;
- ii) le collège de l'éducation regroupant les institutions universitaires et d'éducation, de formation professionnelle et de recherche, et
- iii) le collège professionnel regroupant tous les autres Membres associés.

Les organisations intergouvernementales et non gouvernementales participent à celui ou ceux des trois collèges correspondant à leurs compétences. »

L. Amendement à l'article 9 des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa seizième session à Dakar, en novembre-décembre 2005 [résolution 511(XVI)] :

« 1. L'Assemblée est l'organe suprême de l'Organisation ; elle est composée de délégués représentant les Membres effectifs.

2. Lors des sessions de l'Assemblée, les Membres effectifs ne pourront se faire représenter par plus de cinq délégués, dont l'un sera nommé Chef de délégation par le Membre.

3. Les Membres associés à la date du 24 octobre 2003, dont la liste est annexée aux présents Statuts, pourront être représentés par cinq délégués maximum dont l'un sera nommé chef de délégation. Ces délégués participent sans droit de vote aux travaux de l'Assemblée. Ils disposent d'un droit de parole mais ne participent pas à la prise de décision.

4. Le Comité des Membres associés peut désigner trois porte-parole représentant respectivement le collège des destinations, le collège professionnel et celui de l'éducation, qui participeront, sans droit de vote, aux travaux de l'Assemblée. Chaque membre associé peut nommer un observateur pour assister aux travaux de l'Assemblée. »

M. Amendement à l'article 14 des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa seizième session à Dakar, en novembre-décembre 2005 [résolution 511(XVI)] :

« 1. Le Conseil se compose de Membres effectifs élus par l'Assemblée à raison d'un Membre pour cinq Membres effectifs, conformément au Règlement arrêté par l'Assemblée, en vue d'atteindre une répartition géographique juste et équitable.

2. Les Membres associés à la date du 24 octobre 2003 disposent d'un porte-parole qui participe aux travaux du Conseil sans droit de vote. Il ne participe pas à la prise de décision.

3. Les trois porte-parole du Comité des Membres associés participent sans droit de vote aux travaux du Conseil. Ils ne participent pas à la prise de décision. »

N. Amendement au paragraphe 14 des Règles de financement adopté par l'Assemblée générale à sa seizième session à Dakar, en octobre-décembre 2005 [résolution 511(XVI)] :

« En calculant la répartition pour les Membres associés, il sera tenu compte du caractère différent de leur qualité de Membre et des droits limités dont ils jouissent au sein de l'Organisation. »

O. Amendement à l'article 22 des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa seizième session à Dakar, en novembre-décembre 2005 [résolution 512(XVI)] :

« Sur recommandation du Conseil, le Secrétaire général est nommé pour une période de quatre ans à la majorité des deux tiers des Membres effectifs présents et votants. Son mandat n'est renouvelable qu'une seule fois. »

P. Amendement à l'article 38 des Statuts adopté par l'Assemblée générale à sa dix-septième session à Cartagena de Indias, en novembre 2007 [résolution 521(XVII)] :

« Les langues officielles de l'Organisation sont le français, l'anglais, l'espagnol, le russe, l'arabe et le chinois. »

II. Lists of adopted amendments to the Statutes and the Financing Rules and number of ratifications received to date.
A. General list per amendment of number of ratifications received and number of ratifications pending in order for the amendment to enter into force.

Amendment	General Assembly Session, place and date	Article	Ratified By	Pending	In Force
A/RES/61(III)	3rd Session, Torremolinos, September 1979	Paragraph 12 Financial Rules	94	10	Provisional Application
A/RES/92(IV)	4th Session, Rome, September 1981	Paragraph 13 Financial Rules	83	21	No
A/RES/93(IV)	4th Session, Rome, September 1981	Article 37 Statutes	87	17	Provisional Application
A/RES/134(V)*	5th Session, New Delhi, October 1983,	Article 14 Statutes	99	5	Provisional Application
A/RES/208(VII)	7th Session, Madrid, September-October 1987	Article 15 Statutes	68	36	No
A/RES/422(XIV)	14th Session, Seoul / Osaka, 24-29 September 2001	Paragraph 4 Financial Rules	36	68	Provisional Application
A/RES/511(XVI)	16th Session, Dakar, November-December 2005	Article 1 Statutes	11	93	No
		Article 4 Statutes	11	93	No
		Article 5 Statutes	11	93	No
		Article 6 Statutes	11	93	No
		Article 7 Statutes	11	93	No
		Article 9 Statutes	11	93	No
		Article 14 Statutes	11	93	No
		Paragraph 14 Financial Rules	11	93	No
A/RES/512(XVI)		Article 22 Statutes	12	92	No
A/RES/521(XVII)	17th Session, Cartagena de Indias, November 2007	Article 38 Statutes	48	56	No

B. Detailed list of number of ratifications received per amendment and number of ratifications pending in order for the amendment to enter into force.

	Full Member	Paragraph 12 FR	Paragraph 13 FR	Article 37	Article 14	Article 15	Paragraph 4 FR	Articles 1,4,5,7,9, 14 and Paragraph 14 FR	Article 22	Article 38
1	Afghanistan (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
2	Albania (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
3	Algeria	YES	No	No	YES	No	No	No	No	No
4	Andorra	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	YES
5	Angola (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
6	Argentina	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	YES
7	Armenia	No	No	No	No	No	No	YES	YES	No
8	Australia	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
9	Austria	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No
10	Azerbaijan	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
11	Bahamas	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
12	Bahrain	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
13	Bangladesh	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	No
14	Belarus	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
15	Benin (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No

	Full Member	Paragraph 12 FR	Paragraph 13 FR	Article 37	Article 14	Article 15	Paragraph 4 FR	Articles 1,4,5,7,9, 14 and Paragraph 14 FR	Article 22	Article 38
16	Bhutan	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
17	Bolivia	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
18	Bosnia and Herzegovina	No	No	No	No	No	No	No	No	YES
19	Botswana	No	No	No	No	No	No	No	YES	No
20	Brazil	YES	No	YES	YES	No	No	No	No	No
21	Brunei Darussalam	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	
22	Bulgaria	YES	YES	YES	No	No	No	No	No	YES
23	Burkina Faso	YES	YES	No	YES	No	No	No	No	No
24	Burundi (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
25	Cambodia	No	No	No	No	No	No	No	No	YES
26	Cameroon	No	No	No	YES	No	No	No	No	No
27	Cabe Verde	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
28	Central African Republic	No	No	No	No	No	No	No	No	YES
29	Chad (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
30	Chile	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
31	China	YES	No	YES	YES	No	No	No	No	No

	Full Member	Paragraph 12 FR	Paragraph 13 FR	Article 37	Article 14	Article 15	Paragraph 4 FR	Articles 1,4,5,7,9, 14 and Paragraph 14 FR	Article 22	Article 38
32	Colombia	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
33	Congo (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
34	Costa Rica	YES	YES	YES	No	No	No	No	No	YES
35	Côte d'Ivoire	YES	No	No	No	No	No	No	No	No
36	Croatia (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
37	Cuba	YES	No	No	No	YES	No	No	No	YES
38	Cyprus	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	No
39	Czech Republic	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
40	Democratic People's Republic of Korea	YES	No	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
41	Democratic Republic of the Congo	No	No	No	YES	No	No	No	No	YES
42	Djibouti (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
43	Dominican Republic	No	No	No	YES	No	No	No	No	No
44	Ecuador	No	No	No	YES	No	No	No	No	No
45	Egypt	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	YES
46	El Salvador	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No
47	Equatorial Guinea	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No

	Full Member	Paragraph 12 FR	Paragraph 13 FR	Article 37	Article 14	Article 15	Paragraph 4 FR	Articles 1,4,5,7,9, 14 and Paragraph 14 FR	Article 22	Article 38
48	Eritrea (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
49	Ethiopia	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	No
50	Fiji (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
51	France	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	No
52	Gabon	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	YES
53	Gambia	No	No	No	YES	No	No	No	No	No
54	Georgia	No	No	No	No	No	No	No	No	YES
55	Germany	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	No
56	Ghana	No	No	No	No	No	No	No	No	YES
57	Greece	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
58	Guatemala (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
59	Guinea	No	No	No	No	No	YES	No	No	No
60	Guinea-Bissau (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
61	Haiti (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
62	Honduras	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
63	Hungary	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No

	Full Member	Paragraph 12 FR	Paragraph 13 FR	Article 37	Article 14	Article 15	Paragraph 4 FR	Articles 1,4,5,7,9, 14 and Paragraph 14 FR	Article 22	Article 38
64	India	No	No	No	No	No	No	No	No	YES
65	Indonesia	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	YES
66	Iran, Islamic Republic of	No	No	No	YES	No	No	No	No	No
67	Iraq	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	YES
68	Israel	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
69	Italy	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES
70	Jamaica	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
71	Japan (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
72	Jordan	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
73	Kazakhstan (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
74	Kenya	YES	YES	YES	YES	YES		No	No	No
75	Kuwait	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
76	Kyrgyzstan	No	No	No	No	No	No	No	No	YES
77	Lao People's Democratic Republic	No	No	No	YES	No	No	No	No	No
78	Lebanon (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
79	Lesotho (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No

	Full Member	Paragraph 12 FR	Paragraph 13 FR	Article 37	Article 14	Article 15	Paragraph 4 FR	Articles 1,4,5,7,9, 14 and Paragraph 14 FR	Article 22	Article 38
80	Liberia	No	No	No	No	No	No	No	No	YES
81	Libyan Arab Jamahiriya	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	No
82	Lithuania	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
83	Madagascar	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	YES
84	Malawi	No	No	No	No	No	No	No	No	YES
85	Malaysia	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	YES
86	Maldives	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
87	Mali	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
88	Malta	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
89	Mauritania (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
90	Mauritius	No	No	No	YES	No	No	No	No	YES
91	Mexico	YES	YES	YES	YES	YES	No	YES	YES	YES
92	Monaco (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
93	Mongolia (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
94	Montenegro	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No
95	Morocco	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	YES

	Full Member	Paragraph 12 FR	Paragraph 13 FR	Article 37	Article 14	Article 15	Paragraph 4 FR	Articles 1,4,5,7,9, 14 and Paragraph 14 FR	Article 22	Article 38
96	Mozambique (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
97	Myanmar (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
98	Namibia (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
99	Nepal	YES	YES	YES	No	No	No	No	No	No
100	Netherlands	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES
101	Nicaragua	No	No	No	YES	No	No	No	No	No
102	Niger	YES	YES	YES	No	No	No	No	No	No
103	Nigeria	No	No	No	YES	No	No	No	No	No
104	Norway (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
105	Oman	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
106	Pakistan	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
107	Panama	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
108	Papua New Guinea	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
109	Paraguay	No	No	No	YES	No	No	No	No	No
110	Peru	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	YES
111	Philippines	YES	No	No	YES	No	No	No	No	YES

	Full Member	Paragraph 12 FR	Paragraph 13 FR	Article 37	Article 14	Article 15	Paragraph 4 FR	Articles 1,4,5,7,9, 14 and Paragraph 14 FR	Article 22	Article 38
112	Poland	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
113	Portugal	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
114	Qatar	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
115	Republic of Korea	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	No
116	Republic of Moldova	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
117	Republic of Trinidad and Tobago (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
118	Romania	YES	No	YES	YES	YES	No	No	No	No
119	Russian Federation	YES	YES	YES	YES	YES	No	YES	YES	No
120	Rwanda	YES	YES	YES	No	No	No	No	No	No
121	San Marino	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
122	Sao Tome and Principe	No	No	No	YES	No	No	No	No	No
123	Saudi Arabia	YES	YES	YES	YES	No	YES	No	No	No
124	Senegal	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	No
125	Serbia	YES	YES	YES	YES	YES		No	No	YES
126	Seychelles	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
127	Sierra Leone (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No

	Full Member	Paragraph 12 FR	Paragraph 13 FR	Article 37	Article 14	Article 15	Paragraph 4 FR	Articles 1,4,5,7,9, 14 and Paragraph 14 FR	Article 22	Article 38
128	Slovakia	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
129	Slovenia (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
130	South Africa	No	No	No	No	No	No	No	No	YES
131	Spain	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES
132	Sri Lanka	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	YES
133	Sudan (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
134	Swaziland (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
135	Switzerland (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
136	Syrian Arab Republic	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
137	Tajikistan	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No
138	Thailand	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
139	The former Yugoslav Republic of Macedonia	No	No	No	No	No	No	No	No	YES
140	Timor-Leste	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	YES
141	Togo	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	YES
142	Tunisia	YES	No	No	No	No	No	No	No	YES
143	Turkey	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No

	Full Member	Paragraph 12 FR	Paragraph 13 FR	Article 37	Article 14	Article 15	Paragraph 4 FR	Articles 1,4,5,7,9, 14 and Paragraph 14 FR	Article 22	Article 38
144	Turkmenistan	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
145	Uganda	YES	No	No	No	No	No	No	No	No
146	Ukraine (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
147	United Arab Emirates (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
148	United Republic of Tanzania	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
149	Uruguay	YES	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No
150	Uzbekistan	YES	No	YES	YES	YES	No	No	No	YES
151	Vanuatu (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
152	Venezuela	No	No	No	YES	No	No	No	No	No
153	Viet Nam	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
154	Yemen	YES	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No
155	Zambia	YES	YES	YES	YES	No	No	No	No	No
156	Zimbabwe (*)	No	No	No	No	No	No	No	No	No
	Total Ratifications	94	83	87	99	68	36	11	12	48

Total number of Members: 156

Quorum needed: 104

(*) Countries that have not ratified any amendment